

**Rapport pour la commission
permanente du conseil régional
JANVIER 2023**

Présenté par
Valérie PÉCRESSE
Présidente du conseil régional
d'Île-de-France

**ATTRIBUTION DE LA PROTECTION FONCTIONNELLE AU BÉNÉFICE DE MONSIEUR PIERRE SERNE,
ANCIEN CONSEILLER RÉGIONAL D'ÎLE-DE-FRANCE**

Sommaire

EXPOSÉ DES MOTIFS	3
PROJET DE DÉLIBÉRATION	4

EXPOSÉ DES MOTIFS

Le présent rapport a pour objet de vous proposer de vous prononcer sur la demande de Pierre SERNE sollicitant le bénéfice de la protection prévue notamment par les dispositions de l'article L. 4135-29 du code général des collectivités territoriales (ci-après CGCT).

Aux termes des dispositions de cet article :

« Le président du conseil régional, les vice-présidents ou les conseillers régionaux ayant reçu délégation bénéficient, à l'occasion de leurs fonctions, d'une protection organisée par la région conformément aux règles fixées par le code pénal, les lois spéciales et le présent code.

La région est tenue de protéger le président du conseil régional, les vice-présidents ou les conseillers régionaux ayant reçu délégation contre les violences, menaces ou outrages dont ils pourraient être victimes à l'occasion de leurs fonctions et de réparer, le cas échéant, le préjudice qui en est résulté.

La région est subrogée aux droits de la victime pour obtenir des auteurs de ces infractions la restitution des sommes versées à l'élus intéressé. Elle dispose en outre aux mêmes fins d'une action directe qu'elle peut exercer, au besoin par voie de constitution de partie civile, devant la juridiction pénale ».

Par une délibération n° CP 2020-117 du 31 janvier 2020, vous avez accordé la protection fonctionnelle à Pierre SERNE suite à des menaces, diffamations et insultes proférées à son encontre dans un article publié le 4 novembre 2019 sur le site internet ripostelaique.com.

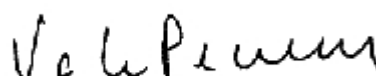
Monsieur Pierre SERNE a introduit des poursuites pénales, et la procédure est désormais au stade de la cassation.

Par formulaire en date du 1^{er} décembre 2022, Monsieur Pierre SERNE demande la protection fonctionnelle de la Région pour être défendu devant la Cour de cassation.

En conséquence, il est proposé d'accorder à Monsieur Pierre SERNE bénéfice de la protection fonctionnelle prévue par les dispositions précitées de l'article L. 4135-29 du code général des collectivités territoriales, afin qu'il puisse, dans le cadre des faits décrits plus haut, être défendu devant la Cour de cassation.

Je vous prie de bien vouloir en délibérer.

**La présidente du conseil régional
d'Île-de-France**



VALÉRIE PÉCRESSÉ

PROJET DE DÉLIBÉRATION

DU 25 JANVIER 2023

ATTRIBUTION DE LA PROTECTION FONCTIONNELLE AU BÉNÉFICE DE MONSIEUR PIERRE SERNE, ANCIEN CONSEILLER RÉGIONAL D'ÎLE-DE- FRANCE

La commission permanente du conseil régional d'Île-de-France,

VU le code général des collectivités territoriales et notamment son article L. 4135-29 ;

VU la délibération n°CP 2020-117 du 31 janvier 2020 portant attribution de la protection fonctionnelle au bénéfice de Monsieur Pierre SERNE, conseiller régional d'Île-de-France ;

VU la délibération n° CR 2021-039 du 2 juillet 2021 modifiée relative aux délégations d'attributions du conseil régional à sa commission permanente ;

VU la demande de protection fonctionnelle présentée par Monsieur Pierre SERNE le 17 décembre 2022 ;

VU le budget de la région Île-de-France pour 2023 ;

VU l'avis de la commission de l'administration générale ;

VU l'avis de la commission des finances et des fonds européens ;

VU le rapport n°CP 2023-080 présenté par madame la présidente du conseil régional d'Île-de-France ;

Après en avoir délibéré,

Article 1 :

Décide d'accorder à Monsieur Pierre SERNE, ancien conseiller régional d'Île-de-France, le bénéfice de la protection fonctionnelle prévue par les dispositions de l'article L. 4135-29 du code général des collectivités territoriales, afin qu'il puisse, dans le cadre des procédures décrites en exposé des motifs, être défendu devant la Cour de cassation.

Article 2 :

Les dépenses correspondantes seront prélevées sur les crédits du chapitre 930 « Services généraux » code fonctionnel 020 « Administration générale de la collectivité », programme HP020-004 « Frais de fonctionnement administratif et de l'entité », action 10200407 « Frais d'actes et de contentieux ».

**La présidente du conseil régional
d'Île-de-France**

VALÉRIE PÉCRESSÉ

